

# La Pologne orchestre son isolement au sein de l'Union européenne

**Donald Tusk a obtenu un second mandat de président du Conseil européen, contre la volonté de la Pologne, qui dénonce «un diktat allemand».**

**FREDÉRIC ROHART**

La vitesse à laquelle la question a été évacuée par le Conseil est une humiliation à elle seule. Depuis une semaine, le gouvernement polonais occupait le terrain médiatique en disant s'opposer à la nomination de Donald Tusk comme président de l'assemblée des chefs d'État et de gouvernement. À l'heure où le mot d'ordre au sein de la «famille» européenne est l'unité à tout prix, Varsovie a décidé d'utiliser la nouvelle table du Conseil – dans le bâtiment Europa – pour faire de la politique politique intérieure. Après avoir tenté sans succès de rallier à sa cause d'autres pays, comme la Hongrie, le ministre polonais des Affaires étrangères Witold Waszczykowski a dit

que la Pologne ferait «tout ce qui est possible pour postposer» la nomination du Président du Conseil.

Jusqu'où la Première ministre Beata Szydło allait-elle s'enfoncer contre la volonté de ses partenaires sur cette question de personne? «Il ne peut pas y avoir de faire d'empoigne à ce sujet-là», a tranché le Premier ministre belge Charles Michel en arrivant à la réunion – au diapason avec ses collègues. De fait, le sujet a été expédié à vitesse grand V. La Première ministre polonaise a bien tenté de modifier l'ordre du jour de la réunion pour reporter la nomination, sans succès. Les dirigeants ont donc voté: la Pologne contre Tusk, les 27 autres pour Tusk... «Nous savons maintenant que c'est une UE sous le diktat de Berlin», a immédiatement réagi le ministre des Affaires étrangères polonais alors que la chef de son gouvernement était encore en réunion avec ses pairs. Mais marquer le désaccord de la Pologne en provoquant un vote sur cette décision n'a pas suffi à Beata Szydło. La

Polonaise a fait savoir qu'elle ne signerait pas les conclusions du Conseil, qui sont adoptées par consensus. Eh bien soit, on adoptera des conclusions du Président du Conseil. «En se comportant de la sorte, la Pologne a réussi à faire une campagne très efficace en faveur de Donald Tusk», a conclu Charles Michel au cours d'une conférence de presse.

## Une faille dans le bloc

D'aucuns voient dans la radicalisation de Varsovie à l'égard de ses partenaires le résultat d'une vexation. Lundi, un mini-sommet a réuni à Versailles les dirigeants allemands, français, italien et espagnol. La Première ministre de la Pologne, principal pays d'Europe centrale, n'a pas été conviée à cette réunion. Forcément: l'objectif était d'acter la nécessité de développer une Europe à plusieurs vitesses, ce qui goûte peu à Varsovie. «Une association européenne dangereuse est en train d'éclorre, très toxique, qui risque de nuire à nombre

de pays», a estimé le ministre polonais des Affaires étrangères.

Il est trop tôt pour jauger les traces que cet épisode pourrait laisser. Depuis le référendum sur le Brexit, les Vingt-Sept étaient jusqu'ici parvenus à faire bloc sur tous les sujets, mais cet épisode montre à quel point le bloc est friable. Et en tout état de cause, la manière dont la Pologne s'est cabrée va compliquer le dialogue entre Varsovie et le Président du Conseil. «Il faut faire attention quand on brûle des ponts parce qu'une fois détruits on ne peut plus les traverser», a réagi Donald Tusk, reconduit pour deux ans et demi.

**«Il faut faire attention quand on brûle des ponts parce qu'une fois détruits on ne peut plus les traverser.»**

**DONALD TUSK**  
PRÉSIDENT DU CONSEIL EUROPÉEN

## Le «noyau dur» européen veut avancer plus vite

**VINCENT GEORIS**

«Si certains pays veulent avancer à quelques-uns, ils peuvent le faire. Mais pas pour exclure les autres. Pour leur préparer le terrain», avertissait hier le nouveau président du Parlement européen Antonio Tajani, en marge du Sommet européen. Voilà qui résume bien le débat sur l'avenir de l'Europe.

Les pays les plus riches de l'UE, cornaqués par la France et l'Allemagne, veulent accélérer l'intégration européenne. Le président français François Hollande a plaidé hier soir à Bruxelles pour une «intégration différenciée», une Europe où certains États avancent à une vitesse supérieure. «Aucun pays ne peut faire obs-

tacler à une intégration différenciée», dit-il. Angela Merkel se rallie, tout en précisant qu'il ne s'agit pas d'exclure. La Belgique fait partie de ce «noyau dur». Le Premier ministre Charles Michel veut une coopération renforcée pour parachever l'Union économique et monétaire.

Les anciens pays du bloc de l'est renâclent, réticents à céder encore de leur souveraineté. La résistance menée hier par la Pologne est un symptôme de cette susceptibilité. L'Europe devra trancher.

Le livre blanc sur l'avenir de l'UE du président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker, avance cinq scénarios. Il sera discuté

ce vendredi par les dirigeants en prévision du sommet de Rome du 25 mars. «Certains scénarios du livre blanc ne sont pas réalistes, estime un diplomate. C'est à l'étude, et ça le restera jusqu'au résultat des élections allemandes.»

L'Europe à plusieurs vitesses est déjà réalité. Il existe une dizaine de manières autorisant des États à avancer et d'autres à rester sur le côté. Un exemple? Le Conseil européen a constaté hier l'absence d'unanimité pour la création d'un siège pour le parquet européen, ce qui autorise le passage à la coopération renforcée prévu par l'article 44 du Traité. «C'est pour les États mem-

bres qui veulent aller plus loin une bonne évolution», se réjouit François Hollande.

Lors du dîner, les dirigeants européens ont aussi parlé de défense commune. Un autre domaine dans lequel certains États avancent déjà ensemble plus vite que d'autres.

**«Si certains pays veulent avancer plus vite que d'autres, ils peuvent le faire. Mais pas pour exclure les autres.»**

**ANTONIO TAJANI**  
PRÉSIDENT  
DU PARLEMENT EUROPÉEN